



Ville de Niort

Service de la Police Municipale

3 bis, rue de l'Ancien Musée

79000 NIORT

RAPPORT D'EXPERIMENTATION DES CAMERAS MOBILES

SOMMAIRE

1	Contexte.....	3-4
1.1	Objectif général.....	3
1.2	Objectif de ce rapport	4
2	Impact de l'emploi des caméras individuelles.....	5-Erreur ! Signet non défini.
2.1	Généralités	5
2.2	Impact de l'emploi en intervention	Erreur ! Signet non défini.-7
2.3	Les fonctions du système central.....	Erreur ! Signet non défini.
3	Conclusion.....	7

1 Contexte

1.1 Objectif général

La ville de Niort est une ville de plus de 60 000 habitants, chef-lieu du département des Deux-Sèvres, située au sein de la Région Nouvelle Aquitaine.

Dans le but de renforcer son dispositif de sécurité, conformément au décret n°2016-1861 du 23 décembre 2016 et suite à la délibération du Conseil Municipal du 15 novembre 2017 la ville de Niort a doté ses policiers municipaux de 6 caméras piétons pour filmer les interventions sensibles dans un contexte pouvant nuire à leur intégrité physique et morale.

La Police Municipale compte parmi ses rangs 20 policiers municipaux, ce qui permet d'avoir une caméra par patrouille intervenant sur l'ensemble du territoire communal de 62 km².

Niort compte dans sa zone urbanisée 3 Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPPV) que sont le Clou-Bouchet, la Tour Chabot-Gavacherie et le Pontreau où les policiers municipaux interviennent quotidiennement pour des incivilités en tout genre liées majoritairement à du trafic de produits stupéfiants.

L'objectif des caméras mobiles est avant tout de protéger les agents par un impact dissuasif en cas de situation délicate, la caméra vient renforcer leur équipement, c'est également une garantie pour les citoyens que les interventions se font dans le respect de la déontologie.

Dans l'ère du numérique que nous connaissons, où bien souvent les forces de l'ordre en intervention sont filmés par des usagers à l'aide de smartphone et dont les vidéos se retrouvent sur internet afin de donner une mauvaise image des policiers en général, les caméras portatives de la police municipale permettent de protéger à la fois les agents et les usagers.

La procédure prévoit que le port de la caméra soit apparent, fixée sur le plastron du policier municipal et qu'avant tout enregistrement par la caméra, l'agent doit en informer les personnes qui seront filmées. Mise en place sur autorisation préfectorale et déclaration à la CNIL, le dispositif est envisagé comme une protection supplémentaire pour les policiers municipaux mais également pour les habitants.

Les images sont enregistrées pour une durée de six mois avant d'être détruites.

1.2 Objectif de ce rapport

Ce rapport d'expérimentation des caméras piétons faite suite aux dispositions prévues par l'article 10 du décret n°2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les agents de police municipale dans le cadre de leurs interventions, dispose que *"dans un délai de trois mois avant la fin de l'expérimentation, le maire ou le cas échéant, l'ensemble des maires concernés, adresse au ministre de l'intérieur un rapport sur l'emploi des caméras individuelles des agents de police municipale. Ce rapport comprend une évaluation de l'impact de l'emploi des caméras individuelles sur le déroulement des interventions et le nombre de procédures judiciaires, administratives et disciplinaires pour le besoin desquelles il a été procédé à la consultation et à l'extraction de données provenant des caméras individuelles"*.

L'objectif de ce rapport est d'obtenir une prolongation du droit d'utilisation des caméras mobiles au-delà du délai fixé au 03 juin 2018 par le décret n°2016-1861 du 23 décembre 2016 puisque la police municipale a été oubliée contrairement aux policiers nationaux, gendarmes pour qui l'annonce d'une généralisation du dispositif a été faite en 2015 et aux agents de sécurité de la SNCF et de la RATP, pour qui l'expérimentation était prévue également pour trois ans.



2 Impact de l'emploi des caméras individuelles

2.1 Généralités

Mise en place dans les patrouilles pour la première fois le 18 avril 2018 ce qui représente tout juste 6 semaines d'utilisations. L'impact à ce jour est tout juste perceptible car la population ne s'est pas encore totalement habituée à notre nouvel équipement et les policiers municipaux n'ont pas toujours le réflexe de faire usage de leur caméra dans les situations qui justifient pleinement son utilisation.

Toutefois, dans certaine situation nous avons pu constater un désamorçage rapide dans la graduation de l'intervention, soit par le simple fait d'annoncer aux personnes qu'elles vont être filmées, soit parce que celles-ci s'aperçoivent de la présence de la caméra sur le plastron de l'agent, donc nous pouvons d'ores et déjà confirmer que dans sa généralité l'impact dissuasif du port de la caméra individuelle est concret.

Des interrogations de quelques usagers sans distinction d'âge, de milieu social ou origine, sur le port des caméras individuelles, interpellant les patrouilles en îlotage à pied ou à vélo, démontrent bien aussi un impact positif de la population qui accueillent avec grand intérêt ce dispositif numérique en le voyant comme une protection supplémentaire pour les forces de l'ordre mais aussi pour eux ne remettant pas en cause la garantie que leur liberté individuelle ne sera pas bafouée. Allant même jusqu'à estimer qu'il est tout à fait normal d'être équipé de caméra et que cela s'intègre parfaitement dans l'ère du temps.

2.2 Impact sur l'emploi en intervention

A près de 6 semaines d'utilisation, nous pouvons dénombrer une douzaine d'enregistrements dans le cadre de nos interventions soit une moyenne de 2 par semaines.

Cela a permis de désamorcer des situations houleuses et particulièrement tendues. Nous avons pu isoler 4 types d'interventions majeurs concernés par la nécessité d'utiliser la caméra mobile :

- Les gens du voyage,
- Contrôle routier,
- Regroupement de personnes en errance alcoolisés avec des chiens (centre-ville, gare et parc des résidences Angéliques),
- Quartier prioritaire : regroupement dans les halls d'immeubles sur fond de trafic de produits stupéfiants.

Le constat est flagrant que le fait de procéder à un enregistrement vidéo et audio de nos interventions réfrène considérablement les ardeurs de certains contrevenants par un retour au calme rapide et permet aux

policiers municipaux de procéder à un contrôle ou une verbalisation avec plus de sérénité et en sécurité.

2.3 Procédures et extractions des données

A ce jour, et au vu du faible usage de la caméra individuelle au cours de ces 6 semaines d'utilisation le nombre de procédures judiciaires, administratives et disciplinaires pour le besoin desquelles il a été procédé à la consultation et à l'extraction de données provenant des caméras individuelles est nul.

3 Conclusion

Malgré une faible utilisation du dispositif numérique principalement liée au peu de temps que nous avons eu pour nous familiariser avec ce nouvel outil et le faire connaître au Niortais. Nous sommes satisfaits de son impact dissuasif permettant d'intervenir sur divers phénomènes de voie publique avec sérénité et en sécurité.

C'est pourquoi, nous présentons ce rapport d'expérimentation des caméras mobiles afin d'obtenir une généralisation du dispositif tout comme cela a été fait pour agents de sécurité de la SNCF et de la RATP qui étaient eux aussi sous le coup d'une expérimentation de 3 ans et d'être pleinement reconnu tout comme le sont les policiers nationaux et les gendarmes qui eux, ont vu la généralisation de leur dispositif depuis 2015.